



VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

30 octobre 2018 - n°2

MANUFACTURES AU KENYA « BIG 4 AGENDA »

La prochaine révolution en Afrique ? la révolution manufacturière ! A l'image, au XIXe siècle, de la révolution américaine qui s'érigea contre le statut des États-Unis à l'époque vulgaire colonie britannique n'ayant droit qu'à l'exportation de ses matières premières (coton, etc.) et non leur transformation sur place. Hier comme aujourd'hui, il est essentiel de lire et relire le *Rapport sur les manufactures* de 1791 d'Alexander Hamilton, premier secrétaire au Trésor américain. Hamilton aida Toussaint Louverture à rédiger la constitution de l'île d'Haïti (qui allait devenir la première République d'anciens esclaves africains) mais en inspira beaucoup d'autres, directement ou indirectement, du travail du chancelier Bismark pour le développement économique et social de l'Allemagne jusqu'au combat révolutionnaire du président chinois Sun Yat-sen. Pour avoir osé livrer les fondamentaux de l'émancipation économique de toute nation, il fut assassiné. Son *Rapport sur les manufactures* est enfin disponible en français depuis 2018 (1).

C'est en cela que nous nous réjouissons du rapport sur les manufactures rédigé par

l'association kenyane KAM (Kenya Association of Manufacturers) (2), dont nous avons traduit en exclusivité quelques extraits en français :

« C'est un fait indéniable que seulement très peu de pays dans le monde ont réalisé des taux de croissance économique et des revenus élevés sans que le secteur manufacturier n'ait joué un rôle central. L'industrie manufacturière est le moteur essentiel de la croissance économique et du développement, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. Historiquement, la contribution du secteur manufacturier dans l'économie du Kenya a stagné autour de 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Elle était d'environ 8,4 % en 2017. Mais le secteur manufacturier suscite un regain d'intérêt : le « Big 4 Agenda » vise à porter la part de ce secteur dans le PIB à 15 % d'ici 2022. »

« Pour l'Association des manufactures kenyanes (KAM) et de manière générale, il existe quatre ingrédients clés pour une industrie manufacturière florissante au Kenya. Le premier est la compétitivité, qui prend en compte le fait que la mondialisation de l'économie et la réduction des barrières commerciales résultent de négociations commerciales multilatérales et bilatérales (...) Une main-d'œuvre productive et

des systèmes efficaces de logistique et de transport autour d'une région progressivement intégrée sont des conditions préalables importantes (...) Enfin, les fabricants ont besoin d'un environnement politique prévisible et stable en raison de la nature de la production nécessitant une planification à long terme.

« Ce rapport, réalisé avec le soutien technique et consultatif du Kenya Business Guide et l'effort de l'Association des manufactures du Kenya (KAM), vise à mettre en regard les préoccupations communes à tous les sous-secteurs manufacturiers afin de soutenir le Big 4 Agenda. Il tente de fournir des perspectives industrielles et manufacturières au service de l'élaboration de politiques et de stratégies, tout en émettant des suggestions d'intervention, tant au niveau sectoriel que macro-industriel. »

« Sur le programme pour les manufactures du gouvernement du Kenya Big 4 Agenda, le textile, l'habillement et le secteur du coton ont été identifiés comme des priorités absolues, ayant un potentiel de forte croissance et un réel impact économique. En 2022, les investissements cumulés dans le sous-secteur seront ciblés pour atteindre 2 milliards de dollars, avec 500 000 nouveaux emplois dans le coton et 100 000 dans les usines d'habillement. Cet objectif doit être atteint, en partie, par le biais de politiques incitatives, comme la construction de 460 000 m² de hangars industriels, la plantation de 200 000 ha de coton et la formation de 50 000 jeunes et de femmes dans ce secteur. »

Le rapport estime que le Kenya regroupe actuellement 40 000 petits producteurs de coton (contre 200 000 dans les années 1980). Il souligne que le pays est devenu importateur de coton, la demande intérieure étant devenue supérieure à la production.

Un autre secteur fondamental mis de l'avant dans ce rapport est celui de la production alimentaire : « *BIG 4 agenda pose comme objectif de faire passer de 16 à 50 % la participation du secteur agroalimentaire dans*

le PIB, avec la création 1000 petites et moyennes entreprises, devant elles-mêmes générer une partie des 200 000 emplois censés être créés. Enfin il faut faire un bilan sur le thé, le café, le sucre, la viande, la chaîne de produits laitiers et de cultures ainsi que le développement de sites d'entreposage et d'une chaîne du froid. »

Dans le secteur de la papeterie, « le ministère de l'Industrie estime que la consommation totale de papier et de carton au Kenya augmentera d'environ 4,4 % par an jusqu'en 2020. Sur les 20 000 employés travaillant dans ce secteur en 2010, environ 8 % étaient des professionnels et autres cadres de gestion, 81% des ouvriers qualifiés, tandis que les travailleurs sans compétences constituaient environ 13 % du total des emplois dans ce sous-secteur. »

« Avec le programme du gouvernement BIG 4 agenda, d'ici à 2022, les investissements destinés à l'exportation du cuir devraient bénéficier d'une augmentation et passer de 140 millions à 500 millions de dollars. Le secteur aura pour but de fabriquer 20 millions chaussures et créer 50 000 nouveaux emplois. Cet objectif sera atteint par la mise en place et la formation de 5 000 industries artisanales, l'achèvement du Machakos Leather Park et l'aménagement de trois autres parcs destinés à l'industrie du cuir. » De nombreux autres secteurs sont détaillés dans ce rapport : industrie automobile, pêche, métallurgie, industrie pharmaceutique, travaux publics, etc. (2)

La prochaine révolution en Afrique ? la révolution manufacturière !

1) *Rapport sur les manufactures*, Alexander Hamilton : <https://www.solidariteetprogres.org/documents-de-fond-7/economie/Alexander-Hamilton-rapport-manufactures.html>

2) L'intégralité du rapport du KAM en anglais est accessible ici : <file:///S:/Afrique/K%C3%A9nya/KAM-Manufacturing-Deep-Dive-Report-2018.pdf>

« NE TE LAISSE PAS LÉCHER PAR QUI PEUT T'AVALER ! »

« Le FMI et la Banque mondiale veulent promouvoir la 'Banque de l'ombre' dans les pays du Sud ».

Tel est le titre d'un article du journal *Le Monde* paru le 10 octobre 2018 ! Il s'agit d'une tribune d'un collectif de 90 économistes internationaux s'opposant à ces institutions, ces dernières voulant privilégier l'investissement privé dans le financement du développement. Selon ces 90 économistes : « Mettre la banque de l'ombre au cœur des politiques de développement risque de déboucher sur un système où les gains sont privés, les pertes socialisées et l'austérité permanente prolongée ».

C'est ainsi que, lors de leur réunion annuelle, le FMI et la Banque mondiale ont présenté de nouveaux programmes (au titre pourtant alléchant) pour financer le développement : « Des milliards aux trilliards » et « Maximiser les financements pour doper le développement » ! Tout cela ayant pour but, bien entendu, d'élargir les opportunités d'investissement dans les pays du Sud.

« La recette proposée pour orchestrer la liquidité des actifs titrisés locaux présuppose la promotion des marchés de l'ombre (les marchés de « Repo » et de dérivés) – ceux-là même qui ont poussé Lehman Brothers à sa perte. Elle limite aussi l'autonomie politique des États concernés. Comme le FMI le reconnaît, inviter les pays pauvres à alimenter l'offre globale d'actifs titrisés les rend vulnérables aux cycles financiers mondiaux, sur lesquels ils n'ont aucune prise. Les événements récents en Argentine l'ont encore rappelé. »

Notons qu'il est étonnant de voir soudain des voix s'élever un peu partout contre les politiques de non-développement mises en place depuis des décennies par les institutions internationales, et ce y compris par ceux-là mêmes qui ont été au cœur de la bête. Par exemple, en juillet 2018, *L'Express* publiait une interview de Laurent Bigot, ancien sous-directeur chargé de l'Afrique de l'Ouest au Quai d'Orsay : « Pendant

cinquante ans, on nous a fait croire que l'aide au développement [aux Etats africains] était la solution pour dissuader les populations d'émigrer ; or elle est un échec (...) Il s'agit, au mieux, de paternalisme, sinon d'un racisme inconscient consistant à dire : 'Les pauvres, ils n'y arriveront jamais tout seuls.' Tous les programmes de développement, qu'ils soient pensés par la Banque mondiale ou par les différentes coopérations, sont conçus par les donneurs d'argent, pas par ceux qui en bénéficient (...) Quand on regarde les stratégies du FMI ou de la Banque mondiale, on est dans la stratosphère ! »

Est-il utile ici de rappeler que la crise de 2007-2008 a été engendrée par la même logique ?

Est-il utile ici de rappeler les résultats des politiques du FMI et de la Banque mondiale en Afrique ?

Il est donc temps de donner un signal fort de changement. En créant en France, en lieu et place de l'AFD et des institutions internationales, un grand ministère de la Coopération, du co-développement et de l'intégration, dont l'impératif sera une politique de développement mutuel autour de grands projets d'infrastructure.

Le temps est venu pour une émergence de la souveraineté africaine. Libérée des dictatures intérieures et extérieures de toutes sortes, en mesure de choisir ses alliés et d'imposer ses conditions, l'Afrique saura relever le défi de son propre développement et de son propre destin.

LE NIGERIA PREND LE LEADERSHIP AU SUJET DU PROJET TRANSAQUA

Depuis la conférence d'Abuja ayant entériné le choix du projet Transaqua pour revitaliser le lac Tchad fin février 2018, le président nigérian Muhammadu Buhari, qui avait relancé le processus et accueilli la conférence, ne cesse de défendre le projet auprès des décideurs internationaux. C'est ainsi qu'il s'est rendu en Angleterre et aux Etats-Unis

cette année. Alors que les autorités italiennes viennent tout juste de signer un accord avec la CBLT pour un financement initial du projet (cf lettre précédente), c'était auprès de M. Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, qu'il déclarait cette semaine, à la Chambre des Représentants du Nigeria, que le plus grand investissement que l'Europe et l'Amérique pouvaient faire en Afrique aujourd'hui était d'aider le continent à effectuer le transfert d'eau inter-bassin via le projet Transaqua. Il a rappelé (et nous ne cesserons de le souligner) que le lac Tchad, source de subsistance pour des millions de personnes dans la région, a été ramené à environ 10 % de sa taille initiale du fait des changements climatiques : « *Les personnes qui dépendaient du lac pour la pêche, l'agriculture, l'élevage et bien d'autres activités, ont été plongées dans une situation désespérée. C'est l'une des raisons pour lesquelles les jeunes osent maintenant traverser le désert du Sahara et la mer Méditerranée à la recherche de pâturages plus verts en Europe. Aider à revitaliser le lac Tchad aidera beaucoup à réduire la migration irrégulière.* »

53 ANS APRÈS : HOMMAGE À BEN BARKA

« *Lorsque les manœuvres ne suffisent pas à entamer la combativité et la détermination des mouvements populaires de libération, le*

colonialisme agonisant a recours, derrière une légalité néocolonialiste ou à la faveur d'une intervention téléguidée de l'ONU, soit à la balkanisation des nouveaux États indépendants, soit à la division systématique des forces vives, politiques ou syndicales, et, en cas de désespoir, comme au Congo, il va jusqu'au complot, à la répression policière et armée, aux coups de force, à l'assassinat et à la liquidation physique. » Mehdi Ben Barka, *Option révolutionnaire au Maroc.*

Vendredi 29 octobre 1965. A 12h30, devant la brasserie Lipp, au 151 boulevard Saint-Germain à Paris, Mehdi Ben Barka est interpellé par deux hommes se présentant comme des policiers, qui le font monter dans une peugeot 403 banalisée. Il ne sera jamais retrouvé. Un complot savamment orchestré, en vue de faire disparaître l'un des leaders politiques les plus influents du tiers-monde... Il était à Paris pour discuter de la réalisation d'un film sur la décolonisation. Président de l'Assemblée consultative du Maroc de 1956 à 1959, l'un des fondateurs du parti de l'Istiqlal puis de l'UNFP, il s'est battu contre le féodalisme dans son pays, pour la fédération des mouvements révolutionnaires du tiers-monde notamment en vue de la Conférence tricontinentale de 1966, et a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre le protectorat français au Maroc.

Reprenons le combat de Ben Barka ! Pour en savoir plus: <https://www.solidariteetprogres.org/reprenons-combat-ben-barka.html>

Voir l'Afrique avec les yeux du futur
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.
Directeur de publication : Sébastien Périmony
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : sebastienperimony@gmail.com
www.afriquedufutur.com

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)
Abonnement par virement ou par chèque
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR